

Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

17 Avril 2012

17 أبريل 2012

Publié par le CNDH en partenariat avec l'ICPC

« Vaincre la corruption »

de Bertrand de Speville

Mémoire de lutte contre la corruption ou comment éradiquer le fléau par une stratégie bien définie

LES publications du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) ont été présentées pour la première fois lors du dernier Salon du livre de Casablanca avec un hommage appuyé à Mohamed Berdouzi dont 4 ouvrages ont été publiés d'un seul coup : « Rénover l'enseignement : de la charte aux actes », « Structures et dynamique sociales au Maroc-Evaluation des analyses anglo-américaines », « Destinées démocratiques » et « Structures du Maroc précolonial – Critique de R. Montagne ».

Parmi ces ouvrages, édités en partenariat avec les éditions La Croisée des Chemins, il en est qui sont d'actualité brûlante comme ce texte, en arabe, une traduction de l'ouvrage en anglais de l'expert britannique Bertrand de Speville, « at-Taghalloub a'la al-fassad » (Vaincre la corruption) traduction en arabe par Mbarek Hanoun et Abdelkebir Nizar. Il est édité en collaboration avec l'Instance Centrale de Prévention de la Corruption.

LIRE EN PAGE 4 L'ARTICLE DE SAÏD AFOULOUS

Publié par le CNDH en partenariat avec l'ICPC

« Vaincre la corruption »

de Bertrand de Speville

Mémoire de lutte contre la corruption

ou comment éradiquer le fléau par une stratégie bien définie

Les publications du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) ont été présentées pour la première fois lors du dernier Salon du livre de Casablanca avec un hommage appuyé à Mohamed Berdouzi dont 4 ouvrages ont été publiés d'un seul coup : « Rénover l'enseignement : de la charte aux actes », « Structures et dynamiques sociales au Maroc-Evaluation des analyses anglo-américaines », « Destinées démocratiques » et « Structures du Maroc précolonial - Critique de R. Montagne ».

Parmi ces ouvrages, édités en partenariat avec les éditions La Croisée des Chemins, il en est qui sont d'actualité brûlante comme ce texte, en arabe, une traduction de l'ouvrage en anglais de l'expert britannique Bertrand de Speville, « at-Taghalloub a'la al-fassad » (Vaincre la corruption) traduction en arabe par Mbarek Hanoun et Abdelkebir Nizar. Il est édité en collaboration avec l'Instance Centrale de Prévention de la Corruption. L'auteur y rappelle que la lutte contre la corruption a débuté de manière globalisée depuis la chute de l'URSS (années quatre-vingt-dix où l'on se rappelle la « campagne d'assainissement de 1996 » au Maroc). Elle s'est intensifiée durant la dernière décennie avec toutefois un constat désenchantant pour la Banque Mondiale qui rappelle que les programmes de lutte qui ont réussi dans le monde se comptent sur les doigts de la main ! Pour les observateurs en dehors de la Banque Mondiale, ils disent que la situation de la corruption a plutôt empiré.

En fait, la lutte contre le fléau est un programme de longue haleine, rappelle l'auteur, il faut s'y préparer avec l'arsenal de loi adéquat en menant jusqu'au bout enquête sur toute plainte, en ayant de la volonté politique ferme et en allouant des moyens matériels et humains pour l'action et surtout en associant la population sans qui rien ne pourrait être réalisé dans ce sens. Or, dans son ouvrage, Speville, présente une stratégie de lutte réaliste, pragmatique dont les fondements sont puisés dans l'expérience d'un homme de terrain.

L'auteur, Bertrand de Speville, est devenu célèbre grâce à son intervention au sein de la commission anti-corruption à Hong-Kong (ICAC), le petit Etat qui était considéré comme étant le plus corrompu de la planète. Depuis, il est considéré comme l'espace étatique où l'action anti-corruption a réussi d'une manière si éclatante qu'il en devient un exemple à suivre.

Sur la corruption, certes, beaucoup a été dit et écrit, des études économiques académiques analysant en long et en large le phénomène, toute une littérature pléthorique et il y eut des analystes qui ont pu en arriver jusqu'à considérer le fléau comme un bien tolérable ! Une aberration et non des moindres. Pour le commun aussi, à force de subir le mal, on finit par y voir comme une fatalité avec laquelle force est d'accepter de cohabiter.

Parmi ces nombreux écrits théoriques, criti-

ques et de plaidoyers, le texte de Speville, faisant exception, sort du lot du fait qu'il s'agit d'un ouvrage pratique mettant en œuvre une stratégie de lutte concrète réalisable, une sorte d'antidote-traitement contre la corruption dessinée, à partir d'exemples concrets, dont celui de Hong-Kong et de Singapour où la lutte contre le fléau a été un succès suivant des paramètres bien définis. C'est un livre qui est adressé au grand public de par son langage simple mais aussi et surtout aux décideurs. Beaucoup d'aspects sont expliqués, notamment le fait qu'il faut faire la différence entre bonne gouvernance et lutte contre la corruption, deux choses à ne pas confondre, car il ne suffit pas de la bonne gouvernance pour qu'on en finisse avec la corruption.

« La bonne gouvernance est une question de savoir-faire en gestion et la lutte contre la corruption revient à la sauvegarde de quelques valeurs ».

Les valeurs ne sont autres que l'équité, la justice, l'égalité des chances, etc. La corruption balaye toutes ces valeurs par le clientélisme, le népotisme, le vol institutionnalisé, les inégalités, etc.

Le Malaisien Tunku Abdul Aziz, ex-vice président de Transparency International et conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'établissement du bureau de la déontologie, ne manquant pas de mots élogieux, note dans la préface du livre qu'il avait suivi de près les stratégies de Bertrand de Speville depuis qu'il avait été désigné en tant que responsable de la commission indépendante pour combattre la corruption à Hong-Kong « où il a laissé son empreinte comme dirigeant et penseur pragmatique, ce qui a permis de préserver cette commission comme un exemple répondant aux normes dont les différentes organisations de lutte contre la corruption dans le monde ne peuvent que rêver sans plus ».

De son côté, Abdeslam Abouddrar, président de l'Instance Centrale de Prévention de la Corruption (ICPC) indique que le livre n'est pas une recette prête pour l'emploi et que son importance tient plutôt au fait que l'auteur est un expert qui a œuvré dans le domaine de la lutte contre la corruption, sur le terrain, d'une part, et, d'autre part, parce qu'il met à disposition des responsables, ou du simple lecteur, les règles essentielles qui permettent d'être légitimement optimiste quant à l'espoir de venir à bout de la corruption.

Dans ce livre, l'auteur va droit au but sans détour ni précautions oratoires. Pour Speville, lutter contre la corruption est possible à condition de mettre en œuvre une stratégie s'appuyant sur trois éléments essentiels qui doivent aller ensemble en se complétant : la mise à exécution des lois en prenant en compte la moindre plainte contre la corruption donc la mise en branle de l'appareil d'investigation, de poursuites judiciaires et de châtiement et en même temps prendre des dispositions de prévention en évitant des situations de dépassement en assainissant l'environnement mettant

des gardes-fous devant des situations propices à la corruption et enfin en troisième lieu l'éducation de la population dont il faudrait gagner la confiance en enclenchant des actions concrètes, en lançant des enquêtes sur toutes les plaintes formulées, ce qui est de nature à rétablir la confiance depuis longtemps perdue dans les différents paliers de l'appareil judiciaire.

L'auteur rappelle que, dans le passé, la corruption a contraint des Etats, dès le XIXème à agir. Mais les exemples les plus probants ne vont voir le jour dans la lutte contre la corruption qu'au XXème avec d'abord Singapour depuis la fin des années cinquante et par la suite Hong-Kong. Mais c'est après la chute de l'empire soviétique, donc durant la dernière décennie du XXème, que les choses vont commencer à bouger. Notamment la rivalité entre l'URSS et l'Occident pour s'attirer les Etats non alignés à coup d'aides étant finie, la Banque Mondiale et les Etats occidentaux octroyant des aides vont commencer à exiger de la bonne gouvernance aux Etats en développement pour la gestion de l'aide. Désormais, il est devenu en effet une condition sine qua non, pour avoir de l'aide, de s'engager dans la réforme du domaine de gouvernance, en particulier s'attaquer de front à la corruption.

Du fait de la mondialisation, il est devenu inéluctable de conclure des conventions. Ce fut le cas de la convention entre les deux Amériques en 1997, la même année paraissent les 20 principes pour affronter la corruption par le Conseil européen. En 1998, le Conseil des ministres européens a donnée l'aval pour la création du groupe des Etats pour combattre la corruption (GRECO) et ainsi de suite jusqu'à 2005 où prend effet la Convention de lutte contre la corruption ratifiée par 143 pays dont le Maroc qui crée en 2007 l'Instance Centrale de Prévention de la Corruption (ICPC).

Malgré la conviction de la nécessité de lutter contre la corruption comme condition de développement et de stabilité, paradoxalement le fléau n'en a pas pour autant fini de jouer des tours à ses poursuivants, voire empirer de manière inquiétante. Speville, tout en évoquant le constat de la Banque Mondiale concernant le nombre intime de cas où la lutte contre la corruption a réussi à aboutir pour le moment, fait une sorte de diagnostic des différentes situations d'échec de politiques de lutte, échecs dus soit à des considérations politiques, à des problèmes de vision stratégique, à des questions de législation de lutte contre la corruption ou encore un problème de confiance de la population.

Pour réussir, le pari selon Speville, il faut que tous les éléments de la stratégie soient menés en même temps. Non seulement il ne faut pas qu'un élément manqué, mais il faut que l'action des différents éléments soit synchronisée.

Saïd AFOULOUS

El Yazami : réussite de la justice transitionnelle au Maroc

La réussite de l'expérience de la justice transitionnelle au Maroc est le fruit de la volonté royale, des attentes de la classe politique et des composantes du mouvement des droits de l'Homme qui a permis un traitement concerté des affaires liées aux graves atteintes aux droits humains, a affirmé, samedi à Tunis, M. Driss El Yazami, président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH).

Intervenant lors de la séance inaugurale d'une conférence sur le lancement du dialogue autour de la justice transitionnelle en Tunisie, tenue en présence du président tunisien, M. Moncef El Marzouki, M. El Yazami a noté que l'expérience marocaine a accumulé un ensemble de valeurs ajoutées à même d'inspirer d'autres pays en matière de justice transitionnelle.

Après avoir souligné que chaque expérience de ce genre a ses spécificités politiques, sociales et culturelles liées à chaque pays, M. El Yazami a mis l'accent sur les principes fondamentaux qui marquent toute expérience de justice transitionnelle, notamment la volonté politique pour le changement dans laquelle se rejoignent Etat, classe politique et société civile.

Le président du CNDH a souligné l'impératif de procéder à la levée du voile sur les atteintes graves aux droits de l'Homme et à la détermination des responsabilités, tout en veillant à l'analyse de ces événements pour en tirer les enseignements nécessaires et à l'indemnisation des victimes des exactions, qu'il s'agit d'individus ou de communautés.

جبر الأضرار في ضوء تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة أمام ورشة عمل حول العدالة الانتقالية بتونس

قدم الدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان عرضاً خلال ورشة عمل نظمت بتونس بمناسبة إطلاق الحوار الوطني التونسي حول العدالة الانتقالية تناول فيه موضوع جبر الأضرار في ضوء تجربة هيئة الإنصاف والمصالحة. واستعرض اليزمي السياق الذي تأسست فيه هيئة الإنصاف والمصالحة سنة 2003 والمرحلة التي قطعتها من أجل الاضطلاع بمهمتها، موضحاً أن جبر الأضرار يتمثل في مجموع التدابير والإجراءات الرامية إلى إصلاح ما لحق بضحايا انتهاكات حقوق الإنسان. وأشار إلى أن هيئة الإنصاف والمصالحة استحضرت في عملها مقتضيات القانون الدولي لحقوق الإنسان، والتزامات المغرب الدولية، والدروس والعبر المستفادة من تجارب العدالة الانتقالية عبر العالم، بالإضافة إلى مبدأ الاعتراف بالانتهاكات والكشف عن الحقيقة وضمن عدم تكرار ما جرى. وقال إن التدابير التي اتخذت في إطار الهيئة تضمنت أشكالاً متعددة ومتنوعة تتمثل على الخصوص في تقديم تعويض مالي وإعادة التأهيل أو الإدماج واسترداد الكرامة والحقوق المصادرة، إضافة إلى الكشف عن الحقيقة وإقرار العدالة والنهوض بمقومات المصالحة. وأضاف اليزمي أن تلك الإجراءات تضمنت أيضاً الحرص على أن يتخذ جبر الأضرار أبعاداً رمزية ومادية متعددة، تهم الأفراد أو الجماعات أو المناطق، مبرراً أن التجربة المغربية في مجال العدالة الانتقالية تميزت بتكليف مؤسسة دائمة، أي المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بتنسيق ومتابعة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، مما ساهم في تسريع ونيرة تفعيل هذه التوصيات. وأشار إلى أن المجلس استطاع في فترة زمنية لا تتجاوز الست سنوات، تسوية 8500 ملف للتعويض، واستفادة أكثر من 17 ألف و 776 ضحية و نوي الحقوق من التعويض المالي، من ضمن أكثر من 20 ألف طلب توصلت بها الهيئة، وكذا استفادة 13481 من هؤلاء من التأمين الصحي، و1231 منهم من

الإدماج الاجتماعي، في حين استفاد 540 ضحية من التسوية الإدارية و المالية. وأضاف اليزمي أنه، في إطار برنامج جبر الضرر الجماعي، تم تنفيذ 130 مشروعاً همت 11 إقليمياً بالمغرب، وتمحورت حول أربعة مجالات رئيسية، هي دعم القدرات التنموية للفاعلين المحليين، والحفظ الإيجابي للذاكرة، وتحسين شروط عيش السكان والنهوض بأوضاع النساء والأطفال. وقال إن الهيئة اعتمدت جملة من البرامج من بينها الحوار المفتوح مع مختلف الفعاليات والجمعيات المعنية بالمواطنة وحقوق الإنسان والتنمية المحلية، العاملة في محيط المناطق التي تعرضت لانتهاكات في الماضي، وكذا الوساطة من أجل استفادة المناطق المتضررة من برامج التنمية الاقتصادية والاجتماعية، لإنصافها. وأشار إلى أنه تم إدماج بعد النوع في سياسة وبرامج جبر الأضرار وتطوير مقاربة خاصة في مجال جبر الضرر الجماعي وإشراك المجتمع المدني وتحديد التزامات كل الشركاء في مجال جبر الأضرار على النطاقين الفردي والجماعي. ومن أجل استعادة الثقة والطمأنينة والأمان، جرى تكريم الضحايا ورد الاعتبار للضحايا، وتكريس الإحساس بالمواطنة، مشيراً إلى أن برنامج جبر الضرر شمل أيضاً رد الاعتبار عن طريق الكشف عن الحقيقة مساهمة في محو آثار الانتهاكات والتأهيل النفسي والصحي وإعادة الإدماج الاجتماعي ومتابعة التعليم والتكوين المهني، وتسوية الأوضاع القانونية. وحول الجانب المتعلق بالأرشيف والتاريخ والحفظ الإيجابي للذاكرة، من هذا البرنامج، قال اليزمي إن المجلس الوطني لحقوق الإنسان أشرف على إعداد العديد من الأعمال منها تنظيم ثلاث ندوات دولية حول الثقافة والقرآن، في أفق إحداث ثلاثة متاحف بثلاث مدن مغربية (الحسيمة، الداخلة، وروزات)، إضافة إلى دعمه لإحداث ماجستير حول التاريخ الراهن، ومركز الدراسات والأبحاث الصحراوية بالجامعة، وإنشاء المركز المغربي للتاريخ الراهن، الذي سيتم تدشين مقره الرسمي في شهر سبتمبر 2012.

معتقل سابق يرأسل بنكيران

وجه المعتقل السياسي، مولاي رشيد العلوي، رسالة إلى عبد الإله بن كيران، رئيس الحكومة، قصد التدخل لتسريع وتيرة تفعيل توصية هيئة الإنصاف والمصالحة. وكشف العلوي في رسالته، الظروف الاجتماعية المزرية التي بات يعيشها وقال "عجزت اليوم عن مواجهة أعباء تكاليف العيش، ولم أعد أتمكن من تسديد الديون المتراكمة علي بشكل كبير". واعتبر العلوي أن الحكومات السابقة تعاملت مع المقررات التحكيمية بطريقة غير ديمقراطية، إذ استفاد بعض المعتقلين السياسيين إما بإدماجهم في الوظيفة العمومية أو منحهم مآذونيات، في حين تم تهمة باقي الملفات. وأكد المشتكي على ضرورة استدراك الفرص المفقوتة كما جرى مع ضحايا آخرين كانوا يتابعون دراستهم ببعض المراكز التربوية واستفادوا من تسوية الوضعية المالية والإدارية، في حين لم يستفد المشتكي الذي كان يتابع دراسته بالسنة الثانية طالبا تقنيا بمدرسة المعادن بمراكش (1976 . 1977) السنة الثانية بعد إبرامه عقدة مع إدارة المعادن من أجل العمل مباشرة بعد التخرج.

وأشار العلوي إلى أنه: "في حالة لم تتم الاستجابة بشكل فوري لمطالبني سأكون مجبرا على القيام بمختلف الطرق الاحتجاجية بما فيها الإضراب المفتوح عن الطعام من أجل حقوقي المشروعة والثابتة التي أكد عليها الدستور الجديد".

محمد السريدي (مراكش)

اللجان الجهوية لحقوق الإنسان آلية لأجراة المبادئ الحقوقية

وتساهم اللجان، التي تسهر على تنفيذ مهام المجلس ومشاريعه المتعلقة بحقوق الإنسان، في تشجيع وتيسير إحداث مراصد جهوية لحقوق الإنسان تنتظم في إطارها الجمعيات والشخصيات العاملة في مجال حقوق الإنسان والمنتمية إلى مختلف المشارب الثقافية والفكرية المساهمة، وترسيخ قيم المواطنة المسؤولة.

وتضم تركيبة اللجان الجهوية لحقوق الإنسان، رئيسا يعين بظهير شريف، باقتراح من رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وتحدد مدة انتدابه في أربع سنوات، إلى جانب مندوب جهوي للمؤسسة المكلفة بالتنمية والتواصل بين المواطن والإدارة، وأعضاء يتراوح عددهم ما بين 16 و30 عضوا، يقترحون

من لدن الهيئات التمثيلية الجهوية للقضاة والمحامين والأطباء والعلماء والصحافيين والمهنيين والجمعيات والمراصد الجهوية لحقوق الإنسان والشخصيات الفاعلة في مجال حقوق الإنسان، مع ضمان تمثيلية ثلث الأعضاء على الأقل للنساء في أفق تحقيق المناصفة، ومرعاة التنوع وتضامن الأجيال وتمثيلية الفئات الهشة.



تعتبر اللجان الجهوية التابعة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، آلية حقوقية تساهم في اجراءات التنمية والمظلي لحقوق الإنسان، تجسيدا للالتزام المغرب بصيانة حقوق المواطنين وضمان ممارستها في سياق التراكم الذي حققته التجربة المغربية الحقوقية.

فانطلاقا من انخراط المغرب في ورش اللجان الجهوية المتقدمة، جاء إحداث هذه اللجان الجهوية، بعد التراكم الذي حققه المجلس في مجال النهوض بالحقوق والحريات، بغية المساهمة في إطار تفعيل مبدأ القرب وإعطاء امتداد جهوي للعمل الحقوقي، من أجل تكريس جهوية متقدمة تمكن المواطنين من التدبير الواسع لشؤونهم الجهوية من خلال مؤسسات ديمقراطية وآليات حقوقية تشتغل في ارتباط وثيق مع المواطن.

1.11 بإحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في جميع الحالات المحلية الجهوية لخرق الحقوق الإنسانية، كما تقوم ببحثها ومعالجتها وإعداد التوصيات بشأنها، ليتولى رئيس اللجنة رفعها إلى رئيس المجلس للبت فيها، كما تقوم برفع تقارير خاصة أو دورية حول ما يتم اتخاذه بشأن معالجة القضايا والشكايات ذات الصبغة الجهوية أو المحلية.

ويشير الفصل الرابع من الظهير الشريف الصادر في 3 مارس 2011 إلى أن اللجان الجهوية لحقوق الإنسان تختص بمهام تتبع ومراقبة وضعية حقوق الإنسان على مستوى الجهة وتلقي الشكايات الموجهة إليها والمتعلقة بادعاءات انتهاك حقوق الإنسان، وتنظر اللجان الجهوية، وفق الظهير الشريف رقم 19.

اللجان الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان آلية لتفعيل سياسة القرب وتكريس إشعاع حقوقي مواطن

بشرى أزور (و.م.ع.)

تكريس القرب في التعامل مع المواطنين والقضايا الحقوقية، لتقدم بذلك قيمة مضافة حقيقية.

وتسعى اللجان الجهوية لحقوق الإنسان، التي تنطلق من أرضية الدستور الجديد الذي يعد إطارا قانونيا يضمن الفعل الحقوقي الحر والمسؤول بتعدد مشاريعه، إلى تحقيق مكتسبات حقوقية مشتركة باختلاف المرجعيات التي ينتمي إليها مختلف الفاعلين في سياق اللجان، وذلك بغية تحقيق وفرة وتراكم فكري متنوع. وفي هذا الإطار، تقترح اللجنة الموضوعاتية الخاصة بإثراء الفكر والحوار في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان نفسها كفضاء للتفكير والبحث والتأمل، كما توضح ذلك اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بمراكش في وثيقة خرجت بخلاصات اجتماعها الأول المنعقد بمراكش في مارس الماضي، وأيضاً كذراع إشعاعية للمجلس تروج لثقافة حقوق الإنسان على المستوى الجهوي.

وبالنظر للأهمية التي يكتسبها انخراط المغرب في المواثيق الحقوقية الدولية، ينبثق عمل اللجان الجهوية كآلية ضرورية لتنوع أوضاع ملاءمة التشريعات الوطنية مع التزامات المغرب الدولية، حيث تشكل اللجان الجهوية فضاء يتجذر من خلاله المجلس الوطني لحقوق الإنسان داخل المجتمع المدني، مع أخذ خصوصيات كل جهة على حدة وملاءمتها بالتشريعات الوطنية والمقتضيات الدولية لحقوق الإنسان. ومن هذا المنطلق، يوضح الناشط الحقوقي بالصويرة وعضو اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لجهة مراكش السيد خالد ملاءمة المنظومة القيمية الحقوقية بكافة خصوصياتها على المستوى الجهوي، وملاءمتها مع التشريعات الدولية.

هو إذن انخراط حثيث في طريق الديمقراطية المواطنة اختار المغرب نهجه من خلال تكريس البعد الجهوي لتفخيم حقوق الإنسان، بما يضمن للمواطن الانصهار في مجتمع يتشرب مبادئ المواطنة الحقيقية القائمة على الالتزام بين ثقافتنا الحق والواجب.

في مجال حقوق الإنسان والمنتظمة إلى مختلف المشارب الثقافية والفكرية المساهمة في ترسيخ قيم المواطنة المسؤولة.

وتتضمن تركيبة اللجان الجهوية لحقوق الإنسان، رئيسا يعين بظهير شريف، باقتراح من رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وتحدد مدة انتدابه في أربع سنوات، إلى جانب مندوب جهوي للمؤسسة المكلفة بالتنمية والتواصل بين المواطن والإدارة، وأعضاء يتراوح عددهم ما بين 16 و30 عضوا، يقترحون من لدن الهيئات التمثيلية الجهوية للقضاة والمحامين والأطباء والعلماء والصحافيين والمهنيين والجمعيات والمراسد الجهوية لحقوق الإنسان والشخصيات الفاعلة في مجال حقوق الإنسان، مع ضمان تمثيلية ثلث الأعضاء على الأقل للنساء في أفق تحقيق المناصفة، ومراعاة التنوع وتضامن الأجيال وتمثيلية الفئات الهشة.

ترسيخ مجتمع الحقوق والمؤسسات

وينص الظهير المؤسس للمجلس الوطني لحقوق الإنسان على إمكانية إحداث اللجان الجهوية بداخلها لجانا موضوعاتية مرتبطة بمجالات حماية حقوق الإنسان، والنهوض بها وإثراء الفكر والحوار في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان.

وفي هذا السياق، يوضح مصطفى لعريضة، رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لجهة مراكش أسفي، أن اللجنة الجهوية تشتغل على محورين أساسيين يهتمان النهوض بثقافة حقوق الإنسان وحمايتها، وإثراء الفكر في إطار ترسيخ مجتمع الحقوق والمؤسسات.

ويعتبر المسؤول الحقوقي الجهوي أن التأسيس لثقافة حقوقية مواطنة وتربية الجيل الناشئ على هذه الثقافة، يعد مشروعا منفتحا يتطلب استثمارا بشريا يتمثل في تكوين وإعداد الفاعل البشري الذي سيتمكن من الاضطلاع بدور ترجمة الاستراتيجيات الحقوقية الكبرى إلى مشاريع ملموسة على أرض الميدان.

ويضيف لعريضة أن اللجان الجهوية لمجلس حقوق الإنسان الـ13، تحاول أن تشكل رافدا أساسيا لعمل المجلس، من خلال

تعتبر اللجان الجهوية التابعة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، آلية حقوقية تساهم في بلورة الأجرأة الشاملة والمثلى لحقوق الإنسان، تجسيدا للالتزام المغرب بصيانة حقوق المواطنين وضمان ممارستها في سياق التراكم الذي حققته التجربة المغربية الحقوقية.

فانطلاقا من انخراط المغرب في ورش الجهوية المتقدمة، جاء إحداث هذه اللجان الجهوية، بعد التراكم الذي حققه المجلس في مجال النهوض بالحقوق والحريات، بغية المساهمة في إطار تفعيل مبدأ القرب وإعطاء امتداد جهوي للعمل الحقوقي، من أجل تكريس جهوية متقدمة تمكن المواطنين من التدبير الواسع لشؤونهم الجهوية من خلال مؤسسات ديمقراطية واليات حقوقية تشتغل في ارتباط وثيق مع المواطن.

انخراط محلي لنشر رسالة المجلس الوطني لحقوق الإنسان

يشير الفصل الرابع من الظهير الشريف الصادر في 3 مارس 2011 إلى أن اللجان الجهوية لحقوق الإنسان تختص بمهام تتبع ومراقبة وضعية حقوق الإنسان على مستوى الجهة وتلقي الشكايات الموجهة إليها والمتعلقة بادعاءات انتهاك حقوق الإنسان.

وتنظر اللجان الجهوية، وفق الظهير الشريف رقم 19.11.1 بإحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في جميع الحالات المحلية الجهوية لخرق الحقوق الإنسانية، كما تقوم ببحثها ومعالجتها وإعداد التوصيات بشأنها، ليتولى رئيس اللجنة رفعها إلى رئيس المجلس للبت فيها، كما تقوم برفع تقارير خاصة أو دورية حول ما يتم اتخاذه بشأن معالجة القضايا والشكايات ذات الصيغة الجهوية أو المحلية.

وتساهم اللجان، التي تسهر على تنفيذ برامج المجلس ومشاريعه المتعلقة بمجال النهوض بحقوق الإنسان، في تشجيع وتيسير إحداث مرصد جهوية لحقوق الإنسان تنتظم في إطارها الجمعيات والشخصيات العاملة

خلال تدخله في ندوة حول إطلاق الحوار حول العدالة الانتقالية بتونس

إدريس اليزمي: مسار العدالة الانتقالية لا يستقيم دون مساءلة الدولة حول إخلالها بالقواعد القانونية أو السياسية أو الإدارية

قال إدريس اليزمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إن سر نجاح مسار العدالة الانتقالية في المغرب، يعود إلى «تلاقي الإرادة الملكية وطموحات الطبقة السياسية ومكونات الحركة الحقوقية المغربية للعمل على معالجة سلمية وتوافقية لتبعات النزاعات السياسية التي شهدتها التاريخ المعاصر للمغرب، ولإلرث الثقيل للانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان».

وأوضح اليزمي في تدخله، أول أمس السبت، بتونس خلال الجلسة الافتتاحية لندوة «إطلاق الحوار حول العدالة الانتقالية بتونس»، بحضور الرئيس التونسي المنصف المرزوقي ورئيسي الحكومة والمجلس التأسيسي في تونس والعديد من المسؤولين الدوليين، أن التجربة المغربية راكمت مجموعة من «القيم المضافة» من شأنها أن تثري التجارب الدولية في مجال العدالة الانتقالية.

وبعد أن أوضح أن كل تجربة من تجارب العدالة الانتقالية التي شهدتها العالم منذ بداية السبعينيات، تتميز بسياقها السياسي والاجتماعي والثقافي الخاص، قال إن هناك توجهات عامة ومبادئ أساسية توجه العدالة الانتقالية وتشترك فيها كل التجارب في العالم، ومن أهمها «وجود إرادة سياسية لإحداث تغيير أو مواصلته»، موضحاً أن المقصود بالإرادة السياسية إرادة الدولة والطبقة السياسية مرفوقة بالتفاعل بين هذين الطرفين وبين مكونات المجتمع المدني.

وأبرز في هذا السياق أنه «ما كان للمملكة المغربية أن تتخربط في مسار العدالة الانتقالية لولا تلاقي الإرادة الملكية، وطموحات الطبقة السياسية ومكونات الحركة الحقوقية للعمل على معالجة سلمية وتوافقية لتبعات النزاعات السياسية التي شهدتها التاريخ المعاصر للمغرب، ولإلرث الثقيل للانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان».

وأضاف اليزمي أن المبدأ الثاني الموجه للعدالة الانتقالية يكمن في العمل على «كشف حقيقة الانتهاكات والمسؤوليات عنها، دون إغفال تحليل السياقات السياسية والتاريخية التي صاحبها، «لاستخلاص العبر والتحفيز على القراءة الحرة والشفافة للأحداث التاريخية»، مشيراً إلى أن جبر الضرر وتعويض الضحايا، يعتبر مرتكزا ثالثا من مرتكزات العدالة الانتقالية سواء تعلق الأمر بالأفراد أو بالجماعات.

وأوضح، في هذا الصدد، أن ما ميز التجربة المغربية في هذا السياق هو اعتمادها على مقارنة النوع الاجتماعي في احتساب التعويضات المستحقة لضحايا الانتهاكات، وفي إعدادها لبرامج جبر الضرر الجماعي الخاصة بالمناطق التي عرفت تردياً تنموياً بسبب انتهاكات الماضي لحقوق الإنسان، إضافة إلى إسناد مهمة تتبع تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة من قبل جلالة الملك إلى المجلس الوطني لحقوق الإنسان «كؤسسة وطنية مستقلة وذات سلطة اعتبارية» في هذا المجال.

وأضاف أن مسار العدالة الانتقالية، «لا يستقيم (...) دون مساءلة الدولة أو أجهزتها في العلاقة مع إخلالها بالقواعد القانونية أو السياسية أو الإدارية»، مشيراً إلى أن الشكل والمنهج الذي ستسير عليه هذه المساءلة يظل «اختياراً سياسياً يرتبط بتقدير الأطراف المعنية للمصلحة العامة التي يمكن تحقيقها من ذلك».

وقال إن قراءة لمسار الدول في هذا السياق، تبين أنه «غالباً ما يؤخذ بصيغة المحاسبة السياسية العامة لأجهزة الدولة وليس للأفراد، كما هو الأمر بالنسبة للتجربة المغربية، أو تتخذ بعداً معنوياً وأخلاقياً كما هو الحال بالنسبة لتجربة جنوب إفريقيا». وفي سياق متصل، شدد رئيس المجلس على أن المصالحة في أدبيات العدالة الانتقالية، تعبير هي «الهدف الاستراتيجي لتسويات ملفات الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان»، موضحاً أن المقصود بذلك «المصالحة السياسية والاجتماعية، بحكم أنها غالباً ما تسبق الأشكال الأخرى من المصالحة».

وأشار إلى أن تجربة المغرب تعد «خير دليل على ذلك، حيث أنه لم يكن من الممكن فتح قنوات الحوار وحل المشاكل وملفات الماضي، لو لم تسبق ذلك مصالحات صغيرة، اكتست صبغة تراكمية بين الطبقة السياسية المعارضة والسلطة في المغرب، تخللتها مفاوضات أدت إلى انفتاح مهم قلص من درجة الاحتقان السياسي، وساهم في تنقية وتلطيف الأجواء».

وبعد أن أشار إلى أن الإصلاحات المؤسساتية والتشريعية والسياسية، ذات الصلة المباشرة بدعم حقوق الإنسان وحرية الأفراد والجماعات، تعتبر «ضمانا استراتيجيا لعدم تكرار انتهاكات الماضي، أوضح أن ما عرفه المغرب منذ بداية التسعينيات من صيرورة من الإصلاحات، على المستوى الدستوري والمؤسسي، فتحت أوراها هامة ساهمت في تقدم تسوية هذا الملف، كما جعلت من هذا المسار أيضا أحد آليات هذا الإصلاح.

وأبرز أن العديد من الأوراش التي فتحت في إطار تفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة توجت بما «كرسه الدستور المغربي الجديد، من تأكيد على التزام المملكة المغربية بمبادئ وقيم حقوق الإنسان كما هي متعارف عليها عالميا، والتتصيص على سمو الاتفاقيات الدولية على التشريعات الوطنية، ومنع جميع أشكال التمييز، وحظر التعذيب، وجميع الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان».

وأضاف أن الوثيقة الدستورية نصت أيضا على جملة من المبادئ الأساسية من بينها قرينة البراءة، والحق في المحاكمة العادلة، وحرية الفكر، والرأي والتعبير، وحرية الصحافة وتعزيز المساواة بين الجنسين والتأكيد على مبدأ المناصفة، وعلى إرساء دعائم استقلال السلطة القضائية، عبر إحداث المجلس الأعلى للسلطة القضائية، والرقي بالمجلس الدستوري إلى محكمة دستورية باختصاصات موسعة.

وتهدف هذه الندوة، التي تنظمها وزارة حقوق الإنسان والعدالة الانتقالية بتونس، بتعاون مع المفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان، إلى الخروج بتصوير عام حول كيفية تحقيق العدالة الانتقالية في هذا البلد والمساهمة في إعداد قانون خاص في هذا الشأن، في أفق إنشاء هيئة مستقلة لكشف انتهاكات الماضي.



اللجان الجهوية للمجلس الوطني لحقوق الإنسان آلية لتفعيل سياسة القرب وتكريس إشعاع حقوقي مواطن

تعتبر اللجان الجهوية التابعة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، آلية حقوقية تساهم في بلورة الأجرة الشاملة والمثلى لحقوق الإنسان، تجسيدا للالتزام المغرب بصيانة حقوق المواطنين وضمان ممارستها في سياق التراكم الذي حققته التجربة المغربية الحقوقية. فإطلاقا من انخراط المغرب في ورش الجهوية المتقدمة، جاء إحداث هذه اللجان الجهوية، بعد التراكم الذي حققه المجلس في مجال النهوض بالحقوق والحريات، بغية المساهمة في إطار تفعيل مبدأ القرب وإعطاء امتداد جهوي للعمل الحقوقي، من أجل تكريس جهوية متقدمة تمكن المواطنين من التدبير الواسع لشؤونهم الجهوية من خلال مؤسسات ديمقراطية وآليات حقوقية تشتغل في ارتباط وثيق مع المواطن. انخراط محلي لنشر رسالة المجلس الوطني لحقوق الإنسان

يشير الفصل الرابع من الظهير الشريف الصادر في 3 مارس 2011 إلى أن اللجان الجهوية لحقوق الإنسان تختص بمهام تتبع ومراقبة وضعية حقوق الإنسان على مستوى الجهة وتلقي الشكايات الموجهة إليها والمتعلقة بادعاءات انتهاك حقوق الإنسان. وتنظر اللجان الجهوية، وفق الظهير الشريف رقم 19.11.1 بإحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان، في جميع الحالات المحلية الجهوية لخرق الحقوق الإنسانية، كما تقوم ببحثها ومعالجتها وإعداد التوصيات بشأنها، ليتولى رئيس اللجنة رفعها إلى رئيس المجلس للبت فيها، كما تقوم برفع تقارير خاصة أو دورية حول ما يتم اتخاذه بشأن معالجة القضايا والشكايات ذات الصبغة الجهوية أو المحلية. وتساهم اللجان، التي تسهر على تنفيذ برامج المجلس ومشاريعه المتعلقة بمجال النهوض بحقوق الإنسان، في تشجيع وتيسير إحداث مرادد جهوية لحقوق الإنسان تنتظم في إطارها الجمعيات والشخصيات العاملة في مجال حقوق الإنسان والمنتمية إلى مختلف المشارب الثقافية والفكرية المساهمة في ترسيخ قيم المواطنة المسؤولة.

وتضم تركيبة اللجان الجهوية لحقوق الإنسان، رئيسا يعين بظهير شريف، باقتراح من رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وتحدد مدة انتدابه في أربع سنوات، إلى جانب مندوب جهوي للمؤسسة المكلفة بالتنمية والتواصل بين المواطن والإدارة، وأعضاء يتراوح عددهم ما بين 16 و30 عضوا، يقترحون من لدن الهيئات التمثيلية الجهوية للقضاة والمحامين والأطباء والعلماء والصحافيين والمهنيين والجمعيات والمرادد الجهوية لحقوق الإنسان والشخصيات الفاعلة في مجال حقوق الإنسان، مع ضمان تمثيلية ثلث الأعضاء على الأقل للنساء في أفق تحقيق المناصفة، ومراعاة التنوع وتضامن الأجيال وتمثيلية الفئات الهشة. ترسيخ مجتمع الحقوق والمؤسسات

وينص الظهير المؤسس للمجلس الوطني لحقوق الإنسان على إمكانية إحداث اللجان الجهوية بداخلها لجانا موضوعاتية مرتبطة بمجالات حماية حقوق الإنسان، والنهوض بها وإثراء الفكر والحوار في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان. وفي هذا السياق، يوضح مصطفى لعريصة، رئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لجهة مراكش أسفي، أن اللجنة الجهوية تشتغل على محورين أساسيين يهتمان النهوض بثقافة حقوق الإنسان وحمايتها، وإثراء الفكر في إطار ترسيخ مجتمع الحقوق والمؤسسات. ويعتبر المسؤول الحقوقي الجهوي أن التأسيس لثقافة حقوقية مواطنة وتربية الجيل الناشئ على هذه الثقافة، يعد مشروعا مفتحا يتطلب استثمارا بشريا يتمثل في تكوين وإعداد الفاعل البشري الذي سيتمكن من الاضطلاع بدور ترجمة الاستراتيجيات الحقوقية الكبرى إلى مشاريع ملموسة على أرض الميدان.

ويضيف لعريصة أن اللجان الجهوية لمجلس حقوق الإنسان الـ13، تحاول أن تشكل رافدا أساسيا لعمل المجلس، من خلال تكريس القرب في التعامل مع المواطنين والقضايا الحقوقية، لتقدم بذلك قيمة مضافة حقيقية. وتسعى اللجان الجهوية لحقوق الإنسان، التي تنطلق من أرضية الدستور الجديد الذي يعد إطارا قانونيا يضمن الفعل الحقوقي الحر والمسؤول بتعدد مشاريعه، إلى تحقيق مكتسبات حقوقية مشتركة باختلاف المرجعيات التي ينتمي إليها مختلف الفاعلين في سياق اللجان، وذلك بغية تحقيق وفرة وتراكم فكري متنوع.

وفي هذا الإطار، تقترح اللجنة الموضوعاتية الخاصة بإثراء الفكر والحوار في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان نفسها كفضاء للتفكير والبحث والتأمل، كما توضح ذلك اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بمراكش في وثيقة خرجت بخلاصات اجتماعها الأول المنعقد بمراكش في مارس الماضي، وأيضا كذراع إشعاعية للمجلس تروج لثقافة حقوق الإنسان على المستوى الجهوي. وبالنظر للأهمية التي يكتسبها انخراط المغرب في المواثيق الحقوقية الدولية، ينبثق عمل اللجان الجهوية كألية ضرورية لتتبع أوضاع ملاءمة التشريعات الوطنية مع التزامات المغرب الدولية، حيث تشكل اللجان الجهوية فضاء يتجذر من خلاله المجلس الوطني لحقوق الإنسان داخل المجتمع المدني، مع أخذ خصوصيات كل جهة على حدة وملاءمتها بالتشريعات الوطنية والمقتضيات الدولية لحقوق الإنسان.

ومن هذا المنطلق، يوضح الناشط الحقوقي بالصويرة وعضو اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان لجهة مراكش السيد خالد سرحان أهمية انخراط اللجنة الجهوية في ملاءمة المنظومة القيمية الحقوقية بكافة خصوصياتها على المستوى الجهوي، وملاءمتها مع التشريعات الدولية.

هو إذن انخراط حثيث في طريق الديمقراطية المواطنة اختار المغرب نهجه من خلال تكريس البعد الجهوي لثقافة حقوق الإنسان، بما يضمن للمواطن الانتصهار في مجتمع يتشرب مبادئ المواطنة الحقيقية القائمة على الالتزام بين ثقافتنا الحق والواجب.

تونس تلجأ لهيئة الإنصاف والمصالحة

شارك المجلس الوطني لحقوق الإنسان ممثلاً برئيسه "ادريس اليزمي" وبحضور الرئيس التونسي "منصف المرزوقي"، ووزير حقوق الإنسان والعدالة الانتقالية ورئيس المجلس الوطني التأسيسي ورئيس الحكومة التونسية وممثل المفوضية السامية لحقوق الإنسان ورئيس المركز الدولي للعدالة الانتقالية، في فعاليات ندوة وطنية لإطلاق "الحوار حول العدالة الانتقالية في تونس"، وذلك يوم السبت 14 أبريل الجاري بمدينة باردو شرقي تونس العاصمة.

ومن أهداف هذا الملتقى الذي سهرت على تنظيمه وزارة حقوق الإنسان والعدالة الانتقالية بتونس بشراكة مع المفوضية السامية لحقوق الإنسان، بلورة تصور لمشروع قانون للعدالة الانتقالية، وتكريس حوار تشاركي ومجتمعي شامل حول تحقيق العدالة الانتقالية، وكذلك وضع اللبنة الأولى لإحداث هيئة مستقلة لكشف انتهاكات الماضي وتسجيل واستقصاء جميع الانتهاكات التي وقعت وتضمينها بأرشيف لحفظ الذاكرة الوطنية التونسية، إضافة إلى بلورة تصور متكامل حول آليات جبر الضرر ورد الاعتبار للضحايا وأيضا تحديد أولويات الإصلاحات الهيكلية المناسبة لاستحقاقات المرحلة وخاصة على مستوى المنظومة القضائية والأمنية بتونس.

وشهدت هذه الندوة مشاركة ممثلين عن الجمعيات الممثلة للضحايا والأحزاب السياسية ومكونات المجتمع المدني بتونس والمنظمات والشخصيات الوطنية التونسية، إضافة إلى ممثلي المنظمات الأممية والمنظمات غير الحكومية وخبراء وشخصيات دولية ساهمت في مسار العدالة الانتقالية في بلدانها.

وتضمن برنامج الندوة أربع حلقات نقاش تطرقت الأولى إلى "كشف حقيقة انتهاكات الماضي"، "المساءلة حول انتهاكات الماضي" و"الإصلاح المؤسساتي"، و"جبر الضرر ورد الاعتبار"، وهي الحلقة التي شارك خلالها "ادريس اليزمي".

يذكر أن تونس بادرت بعد "ثورة الياسمين"، إلى إحداث عدد من اللجان الهادفة إلى تقصي الحقيقة أبرزها اللجنة الوطنية التي تم تكليفها باستقصاء الحقائق حول التجاوزات والانتهاكات المسجلة خلال الفترة الممتدة من 17 دجنبر 2010 إلى حين زوال موجها، التي قامت عقب إحداثها بزيارة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان قصد التبادل وتقاسم مقومات التجربة المغربية في مجال العدالة الانتقالية، خاصة من خلال عمل هيئة الإنصاف والمصالحة التي اشتغلت على ملفات ماضي الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان في بلادنا.

المصالحة لن تكتمل إلا بانصاف الضحايا

حج الآلاف من ضحايا الاعتقال التعسفي والاختفاء القسري، إلى شارع محمد الخامس، الأحد 15 أبريل الجاري، لمطالبة الحكومة بمباشرة استكمال الإجراءات المسطرية لتفعيل قرار التصديق على الاتفاقية الدولية بشأن حماية جميع الأشخاص من الاختفاء القسري وإرفاق هذه الإجراءات بالتصريح باعتراف الدولة المغربية باختصاص اللجنة الأممية المعنية بالاختفاء القسري "بتلقي وبحث بلاغات الأفراد..أو بالنيابة عن أفراد يخضعون لولايتها..". وفق المادة 31 من م الاتفاقية المذكورة ؛ ضمانا لحق الانتصاف أمام اللجنة الأممية ومن أجل منح هذه المصادقة جميع الضمانات لتفعيلها داخليا.

وفي هذا الإتجاه قال مصطفى المانوزي رئيس منتدى الإنصاف والمصالحة إنه نظرا لمرآوحة ملف الإدماج الاجتماعي لمكانه، وبعد سلسلة من الحوارات مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ودفاعا عن حق الضحايا في الإدماج الاجتماعي وتنفيذا لتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة ذات الصلة، قررنا تنظيم مسيرة وطنية، لمطالبة الحكومة ورئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان القيام بدراسة كافة الملفات المعروضة على أنظاره و إصدار مقررات بشأنها تتضمن التعويض عن الضرر والإدماج الاجتماعي والتسوية الإدارية والمالية والتغطية الصحية.

وأضاف رئيس منتدى الإنصاف والمصالحة ، أنه على المجلس الوطني لحقوق الإنسان معالجة 21 ألف ملف، مؤكدا أن القيام بهذه المسيرة الوطنية بالرباط، يأتي بعدما اتخذت عائلات الضحايا المبادرة الفردية للمطالبة بالتعجيل بالإدماج الاجتماعي لضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان في العقود الماضية.

وصنف المانوزي نتائج تسوية ملف الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان في أربع فئات، هي الضحايا المستفيدون من توصية خاصة بإدماجهم اجتماعيا، والضحايا الذين صدرت في حقهم مقررات تحكيمية إيجابية، والضحايا الذين وضعوا ملفاتهم لدى هيئة الإنصاف والمصالحة خارج الأجل، وفئة المعنيين بالتسوية الإدارية.

هذا وطالب ضحايا سنوات الرصاص، باستكمال تنفيذ وتفعيل ثم إجراء توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، وفق سياق عدم تكرار الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، وهذا لا يتأتى حسبهم إلا بإعمال مبدأ عدم الإفلات من العقاب والحكامة الأمنية وربط ممارسة السلطة والمسؤوليات بالمحاسبة في دستور ديمقراطي يفصل حقيقة بين السلطات ويجعلها مستقلة بعضها عن بعض.

دراسة مقارنة للتجارب الدولية تخلص إلى عدم وجود نموذج مثالي لمؤسسة مكافحة التمييز

في أفق إحداث الهيئة المكلفة بالمناصفة ومكافحة جميع أشكال التمييز التي نص عليها إحداثها الدستور الجديد للملكة احتضن المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالرباط مؤخرا حفل تقديم مقارنة أعدتها المجلس بشراكة مع هيئة الأمم المتحدة للمرأة حول التجارب الدولية في مجال مؤسسة مكافحة التمييز بمناسبة اليوم العالمي للمرأة

عدم وجود نموذج مثالي لمؤسسة مكافحة التمييز

خلصت الدراسة إلى أن التجارب الدولية التي تم تحليلها بينت عدم وجود نموذج مثالي في حد ذاته ولا وصفة جاهزة في مجال مؤسسة مكافحة التمييز غير أن الدروس المستفادة من هذه التجارب مع مراعاة السياق المغربي تدفع في اتجاه تفضيل نموذج مؤسسة تحظى بوضع مستقل على المستويين القانوني والتدبري وتستند على قاعدة قانونية وذات اختصاص يركز على التمييز المباشر على رأس النوع وتجمع بين الحماية من التمييز والنهوض بالمساواة إلى جانب تفعيل قواعد الحكامة الجيدة واعتبرت ربعة الناصري عضوة المجلس الوطني لحقوق الإنسان والتي أعدت إلى جانب أمينة لمريني هذه الدراسة أن اختيار النموذج الذي يركز على مكافحة التمييز حسب الجنس لا يمنع بناتا من أن تتولى الهيئة المكلفة بالمناصفة ومكافحة جميع أشكال التمييز وضع الإطار المعياري والمرجعية العامة لمكافحة جميع أشكال التمييز التي يحظرها الدستور وتحديد مختلف المساطر وطرق الطعن ذات الصلة التي ستستفيد من هذه المنظومة المعيارية والعلمية وكذا كافة الهيئات المكلفة بمكافحة التمييز التي قد يتم إحداثها بالموازاة مع أو بعد إنشاء الهيئة وإحداث مؤسسات أخرى تنكب على أشكال متعددة أو قطاعية من التمييز

وحدوث تطورات في المستقبل إذا لزم الأمر نحو النموذج الشامل الذي يركز على عدة أو كافة أسباب التمييز المنصوص عليها في الدستور وأظهرت التجارب الدولية حسب الناصري بوضوح أن مكافحة التمييز القائم على أساس الجنس سبقت تاريخيا أشكال التمييز الأخرى وتم أخذها بعين الاعتبار على المستوى العالمي بغض النظر عن تعدد المهام والممارسات المؤسساتية ومكافحة أنماط متعددة من التمييز في نفس الوقت يمكن أن تنجم عنه مخاطر منها إضفاء تراتبية بين مختلف أسباب التمييز فضلا عن صعوبات التوفر على خبراء مؤهلين ومتخصصين وضعف الفعالية في التدخل

الدعوة إلى تبني تجارب أمريكا اللاتينية

أما الجزء الثاني من الدراسة فهم التجارب الدولية في مجال مؤسسة مكافحة التمييز عبر تناول تجربة المؤسسات الأوروبية المكلفة بالمساواة ومكافحة التمييز بالإضافة إلى تجربة الهيئات المعنية بمكافحة التمييز في أمريكا اللاتينية فضلا عن التجربة الخاصة بجنوب إفريقيا وقد خلصت إلى أنه بالرغم من تنوع النماذج المؤسساتية والممارسات التنظيمية والوظيفية فإن هذا المسلسل يرتبط ارتباطا وثيقا بالسياقات السياسية والاجتماعية لهذه البلدان بالتطور الزمني الذي شهدته تشريعاتها المناهضة للتمييز وما يتصل بها من آليات

واعتبرت أمينة لمريني أنه بالرغم من تنوع النماذج المؤسساتية والممارسات التنظيمية والوظيفية فإن أي اختيار بينهما يرتبط ارتباطا وثيقا بالسياسات والاجتماعية لتلك البلدان والتطور الذي عرفته تشريعاتها المناهضة للتمييز وما يتصل بها من آليات

ودعمت لمريني بشكل ضمني إلى تبني تجربة بلدان أمريكا اللاتينية التي أنشئت بها هذه الهيئات حديثا قائلة إن البلدان التي تعرف انتقالا ديمقراطيا وحيث تنوع أسباب التمييز وتعدد المجموعات/ الفئات التي تتعرض للتمييز يبدو أن نموذج الهيئات التي تمارس اختصاصها على أساس سبب واحد هو الذي يحظى بالأفضلية كبديل وكحل في مرحلة أولى

مفهوم المناصفة أصبح لصيغا بالتمثيلية السياسية للنساء

كما تناولت الدراسة في جزئها الأول الأسس المعيارية والعلمية للهيئة المكلفة بالمناصفة ومكافحة جميع أشكال التمييز وذلك من خلال الوقوف عند الأسس الدستورية والتشريعية الوطنية وكذا التزامات المغرب الدولية في هذا المجال معتبرة أن المساواة ومكافحة التمييز والمناصفة حسب الدستور يدعو إلى إحداث هيئة للمناصفة ومكافحة جميع أشكال التمييز يأخذ بعين الاعتبار بشكل فعلي ودون أي غموض البعدين الكي والجوهري للمساواة وفي تعريفها للمناصفة قالت الناصري إن مفهوم المناصفة تم تضييقه شيئا بشيء بحيث أصبح مفهوم المناصفة لصيغا بالتمثيلية السياسية للنساء بينهما هو مفهوم أوسع بكثير من ذلك إذ يعني تمثيلية متكافئة للنساء والرجال في كل الميادين الاقتصادية المهنية والسياسية

أما المفهوم الثاني الأساسي في هذه الهيئة المتمثل في قضية حظر التمييز والذي كانت الحركة الحقوقية والنسائية قد طالبن بأن تخصص له مادة خاصة في الدستور تنص بشكل واضح على حظر التمييز فإنه ليس له نفس الوقع كما هو للتخصيص على المساواة فهناك تكامل بينهما بالإضافة إلى التخصيص على المساواة في كل الميادين معتبرة حسب الدراسة تعني عموما التمثيل المتساوي للنساء والرجال على مستوى الكم في جميع المجالات وفي الولوج إلى هيئات صنع القرار في القطاع العمومي والمهني والسياسي أما تفعيل المناصفة في المجال السياسي فيشكل عموما موضوع جدل ويتعلق بالمعضلة الكلاسيكية التي تطرحها مواطنة المرأة في الديمقراطية المساواة الرسمية أو الأخذ بعين الاعتبار واقع التمييز القائم على الجنس على مدار التاريخ

الحوار المتمدد

المعتقلون السياسيون الأربعة

السجن المحلي عين قادوس فاس 80 يوما من الأمعاء
الفارغة/ 80 يوما من المعانات/ 80 يوما من الصوم
والتحدي

2012 / 4 / 17

80يوما من الأمعاء الفارغة/ 80 يوما من المعانات/ 80 يوما من الصوم والتحدي بحلول هذا الأسبوع يكون الإضراب المفتوح عن الطعام الذي نخوضه منذ 23 يناير 2012 قد تجاوز 80 يوما، ومعه وصلت حالتنا الصحية إلى حدود قصوى من التدهور والانهيار، ثمانون يوما من المعاناة والعذاب القاسي، نفسيا وجسديا، أمام ظلمة الزنزانة وصلابة القضبان الحديدية. ووحشية الجدران المتينة والمحكمة البناء، تزداد المعاناة وتشتد الآلام اللعينة في كل أنحاء أجسادنا المهوددة والمنهارة، ومهما بذلنا من جهد فلن نستطيع وصف هذه الحالة-الجريمة- التي يرتكبها النظام في حقنا فساتع الألم والمعاناة الطويلة ويزيد الأرق وعدم القدرة على النوم من طولها. فالنوم فارقتنا منذ مدة، وأصبحنا نصاب بنوبات الهذيان والأعصاب والنسيان وعدم التركيز وفقدان القدرة على الحركة لأزيد من بضع دقائق، أما حالات الإغماء فتتكرر يوميا وتمتد لساعات، ويبقى الرفيق المغمى عليه على حاله دون تدخل "الطبيب المسؤول" أو الممرض الذي ينوب عنه، وفي حالة "التدخل" يكتفون بتقديم الماء والسكر الموجود بوفرة، وفي حالات أخرى يكون التعاطي مستفزا كما حدث عدة مرات لما أصيب الرفاق: إبراهيم السعيد بحالة إغماء ومحمد زغديدي بتعفن المعدة، ومحمد غلوط باختناق حاد، حيث قدم "الطبيب المسؤول" وبعدهما فشل في إطعامنا قسرا وعجز عن حقننا بمادة مغذية (Serum) صرح أنه لن يسمح بصوت احدنا داخل السجن، وأنه ليس بيده حيلة وإنما مهمته إعطاء النصائح وعلينا فك الإضراب عن الطعام. هذه حالة من حالات تتكرر باستمرار مع التدهور التدريجي لحالتنا الصحية لدرجة أننا أصبحنا ننزف دما من أسفل بطننا وأصبنا بانتفاخ الأمعاء مع الإحساس بألم شديد لا نستطيع مقاومته، وانتفاخ المثانة يرافقها ألم حاد على مستوى الكليتين ونحن غير قادرين على الأتئين لعدم توفر الطاقة اللازمة لذلك، وما قدمه "الطبيب" هو بعض الأدوية مثل (crème Tetanoreine) وهو مرهم يوقف النزيف مؤقت ليعود من جديد، وقد طلبنا عدة مرات إجراء فحوصات على مرض السكري وفقر الدم والكبد والكلية لكن إدارة السجن رفضت ذلك، وبعد أن أصبحت حالتنا الصحية لا تبشرهم بخير مع اقتراب المحاكمة السورية يوم 18 ابريل الجاري، الح علينا طبيب استقدموه من سجن بوركايز لإجراء الفحوصات السالفة الذكر وهو ما تم يوم الجمعة 13 ابريل وما زلنا لم نتوصل بالنتائج بعد.

وعموما، فقد وصلنا إلى مرحلة قد نفقد فيها في أية لحظة احد الرفاق خصوصا أن نوبات الألم الحادة أصبحت تتكرر باستمرار وهنا نستحضر ما حصل للرفيق محمد غلوط مؤخرا حيث أصيب بألم حاد في الرأس لم يستطيع تحمله تلاه فقدان للذاكرة مؤقت مرفوق بحالة هستيرية وبعد أن خارت قوانا في محاولة ضبطه وتهديته حتى لا يؤذي نفسه، وحين لم يستجيب "الحراس الليليين" لاستغاثتنا وندائنا أعلن سجناء الحق العام "بالحي الجنائي" حالة استنفار قصوى سمع صداها من خارج أسوار عين قادوس، آنذاك أصيب "الحراس الليليين" بحالة ذعر وعند قدومهم قاموا بتهديد السجناء والمتعاطفين معنا وتوعدهم بالانتقام منهم، وحملوهم مسؤولية هذا "التمرد الليلي" وان العقاب سيكون شديدا، وقد تعرض العديد منهم للضرب والتنكيل. أما بخصوص الرفيق فلم يكلفوا عناء أنفسهم نقله إلى المستشفى بل ضلوا يراقبون الوضع ينتظرون الأمر من جهة لم يفصحوا عنها، بل وصل الأمر إلى رفض إخراج الرفيق لاستنشاق الهواء نظرا لحلة الاختناق (فهو مصاب بضيق التنفس) التي أصيب بها، واكتفوا بعد ذلك بإحضار آلة

التنفس الاصطناعي وضل الرفيق على حاله إلى أن خارت قواه، وحين استفسرنا عن رفضهم نقله إلى المستشفى كان الجواب أنهم لن يمنحوا فرصة تلفت أنظار الرأي العام إلى معركتنا، وأنهم ينفذون تعليمات مفادها أن نقلنا إلى المستشفى لن يتم إلا في الحالة التي نكون على مشارف الموت.

هذا فقط نموذج من مجموع الأزمات النفسية وحالات الاختناق وفقدان الذاكرة المؤقت، والإغماءات والغثيان والقيء المرفوق بنزيف على مستوى البطن، كما هو حال الرفيق محمد زغديدي الذي لا زال إلى حدود الساعة يعاني من الآلام على مستوى معدته حيث يتقيى كل ما يلج إلى فمه من ماء وسكر وفي بعض الأحيان يكون القيء مرفوقا بالدم، بالإضافة إلى إن الرفيق فقد الإحساس برجله اليمنى حيث من المحتمل أنه أصيب بشلل نسبي في ساقه بعد أن رفض الطبيب وإدارة السجن إخضاعه للفحوصات اللازمة، أما الرفيق إبراهيم السعيدى فأصيب بنوبة هستيريا وفقدان التحكم في الأعصاب والآلام في الرأس نتيجة انتفاخ البطن ونزيف في الأمعاء ولم تتكلف إدارة السجن بإجراء الفحوصات اللازمة حيث لا زال هو الآخر يعاني من آثار ما وقع له. زد على ذلك آلام الأسنان التي تزيد من أرقنا خصوصا الرفيق محمد فتال الذي تم تكسير أسنانه يوم 8 دجنبر 2011 من طرف الجلادين ورفضت إدارة السجن و"الوكيل العام" وكل من تحاورنا معه إصلاحها حتى لا يتم إثبات هذا الاعتداء الذي تعرضنا له، ولم نقوى على الوقوف كثيرا نظرا للعياء والدوار الذي نصاب به وآلام المفاصل والعظام لا تساعدنا على ذلك، وإن ذهبنا إلى الحمام أو الفسحة القصيرة فيعود الفضل إلى بعض سجناء "الحق العام" المتعاطفين معنا الذين يقومون بعدة خدمات لمساعدتنا، وما يزيد من وطأة معاناتنا ومكابدتنا هي وضعية عائلتنا التي تتكبد عناء السفر وشقاء بعد المسافة والزيارات المتكررة لنا وانتظار إطلاق سراحنا في كل جلسة "محاكمة" وفي كل مرة تقوم فيها العائلات بزيارتنا نلملم ما لدينا من طاقة رغم أنها شبه منعدمة ونحاول التظاهر بالصحة الجيدة وإخفاء الآمنا فمنازحهم ونرفع من معنوياتهم حتى لا يصابوا بالانهيار، ولعدم قدرتنا على الصبر وكتمان الآمنا أمامهم، نختلق الأعداء والأسباب لمغادرة الزيارة حتى لا يسقط احدنا أمامهم بعد تبادل إشارات وتلميحات تفيد بداية أعراض الغيبوبة أو العياء ونفاذ القدرة على التحمل، وما إن نغادرها ونختفي عن الأنظار حتى نصاب بالانهيار فيتم نقلنا في غالب الأحيان من طرف السجناء إلى زنزانتنا رقم 14 المشؤومة ويبدأ مسلسل القيء والغثيان والدوار، تنتهي بالغيبوبة التي أصبحت "الوسيلة" التي تمنحنا بعض الوقت للنوم وتفادي الآلام ولم نحين.

ومن جانبه تعاطى النظام معنا طيلة المدة الماضية ومنذ انطلاق الإضراب عن الطعام، فهو لا يختلف عن ما تعاطى به مع الرفاق المضربين عن الطعام سواء بتأزاة أو الرفيق عز الدين الروسي بمستشفى السويسي بالرباط أو الرفاق المضربين بالراشيدية... فالحوارات المرطونية المضنية والمتعبة هي ما يتقنها، فقد أجرينا سبع حوارات خارج إدارة السجن، مع "قاضي تنفيذ العقوبات" مرتين، ومرة مع "رئيس قضاة تنفيذ العقوبات" و"وكيل الملك" و"نائب الوكيل العام بمحكمة الاستئناف" الذي قال انه مبعوث بمذكرة من طرف وزارة العدل والحريات وأنجز لنا أربعة محاضر استماع بخصوص المعركة النضالية التي نخوضها، وأخرهم "لجنة" مكونة من 12 عنصر على رأسهم "وكيل الملك" وذلك قبل آخر محاكمة للرفيقين محمد غلوط ومحمد زغديدي ببضع ساعات وهذه "اللجنة" مبعوثة كذلك من طرف "وزارة العدل والحريات" وحوار سابق مع "المجلس الوطني لحقوق الإنسان" ناهيك عن الزيارات اليومية التي يقوم بها بعض "المسؤولين" إلى زنزانتنا... الخ.

كل هذه الحوارات كانت تهدف وبكل الوسائل إلى ثنينا عن مواصلة الإضراب عن الطعام، فتارة تحت طائل الترغيب والتخويف بإصابتنا بالإمراض الخطيرة والعاهات المستديمة وعن الربح الذي سنجنيه من مواصلة الإضراب عن الطعام وهلم جرا من طرق اللعب على الجانب النفسي، وتارة أخرى بربط ملفنا بتوقيف الإضراب عن الطعام "كحسن نية" من جانبنا، هنا نشير إلى حادثة مثيرة في الحوار الذي جرى مع "نائب الوكيل العام لمحكمة الاستئناف" فبعد انجاز محاضر الاستماع الأربعة طلب منا إيقاف الإضراب عن الطعام لمدة 24 ساعة وهي المدة التي تفصل عن موعد محاكمة الرفيقين محمد غلوط ومحمد زغديدي يوم 2012/04/04 واعتبارها بادرة "حسن نية" منا ووعدا بطي الملف في أجل أقصاه شهر مايو المقبل. لما طلبنا منه ضمانات على هذا "الوعد" للتأكد من مدى جديته صرح بالحرف "واش بغيثوني نكتب ليكم هاد الشي فورقة عاد غادي تيقوني"؟...، عند هذا الحد انسحبنا وتركناه متوجما بعدما ضلت الابتسامة الصفراء تلازمه منذ بداية الحوار، وكانت خلاصتنا وموقفنا في نهاية كل حواراتنا اخترنا طريق التضحية لا المساومة وإنما مستعدين للسير فيه رغم الآلام والعذاب الجسدي والنفسي، ومقتنعون بقضيتنا قضية الشعب المغربي وكل الشرفاء.

ولا بد من إثارة الانتباه، إلى انه رغم الحالة المأساوية التي وصفناها سلفا لم نذكر إلا النزر القليل وهي

مأساوية وتثير الرثاء، ومن لهم غيرة ويحملون هموم والآلام شعبنا ويتوقون إلى التغيير الجذري ويعملون من أجل ذلك ويضحون في ساحات المعارك ويوميئات الانتفاضات هم من يؤدون ضريبة الانتماء إلى خندق الشعب صف الثورة والثوار، داخل المعتقلات والمخافر أو على أيدي قوى القمع والجلادين والبلطجية... لكل هؤلاء المناضلين بالمعامل والمدارس والقرى المهمشة والجامعات وأمام المؤسسات الرجعية والشوارع نقول لكم رغم ما ذكرناه من معاناة وألم فنحن مقاومون وصامدون ومعنوياتنا جد مرتفعة، وإن الأخبار السارة التي نسمعها أو التي نتوصل بها عن طريق العائلات أو الجرائد، تفجير الانتفاضات المستمرة والتضحيات المقدمة ومقاومة ومواجهة شراسة القمع الأسود الذي يتعاطى به النظام الرجعي، وصد هجومات البلطجية والقوى الظلامية والشوفينية ومناورات النظام السياسية، وتفجير المعارك من طرف الطلبة والمعتقلين والتلاميذ والعمال والفلاحين، وعموم الجماهير الشعبية، والتعاطف والتضامن مع معركة الإضراب المفتوح عن الطعام الذي نخوضه ويخوضه العديد من المعتقلين السياسيين بسجون تازة، أسفي، الراشيدية، القنيطرة... كل هذا يزيد من صمودنا ويجعلنا ننشبت أكثر فأكثر ويقوي قناعتنا وعزيمتنا ويثبت فشل النظام في إيقاف زحف الجماهير رغم القمع والتعذيب واعتقال المناضلين، "فالمطرقة تكسر الزجاج لكنها تصلب الفولاذ."

وفي الأخير ننتقدم بتحية شكر وامتنان لمعتقلي الحق العام بسجن عين قادوس الذين ابدوا تعاطفا كبيرا معنا ويقدمون لنا خدمات جليلة بمساعدتنا (تنظيف الزنزانة، الاضطحاب إلى قاعة الزيارة والحمام والفسحة...)، ونبذل تحيات الصمود والكفاح إلى رقيقاتنا ورفاقنا في النهج الديمقراطي القاعدي وعائلاتنا التي تقف إلى جانبنا وفي صفنا، وكل عائلات المعتقلين السياسيين التي تضحي في سبيل قضية أبنائها وكل المتعاطفين والطافات المناضلة والمناضلين الشرفاء، كما نوجه تحياتنا لكافة المعتقلين السياسيين والمضربين منهم عن الطعام على الخصوص، والرفاق السبعة من "جمعية حملة السواعد" المعتقلين السياسيين بسجن أسفي الذين التحقوا بمعركة الإضراب المفتوح عن الطعام منذ أكثر من أسبوع وكذلك عمال شركة (CIA) للحديد بالقنيطرة المضربون هم كذلك عن الطعام. ونختتم هذا التقرير الموجز بالمثل الخالد :

"قد تستطيعون قطف كل الزهور لكن لن تستطيعوا وقف زحف الربيع"

Demain^{online} Le procès de « Lhaqed » renvoyé au 25 avril

Rabat.- Le procès du rappeur contestataire **Mouad Belghouat**, *Lhaqed*, poursuivi pour « outrage » à la police devant un tribunal de Casablanca, a été reporté au 25 avril.

Pour cette première séance, le procureur du roi a interdit l'accès des militants du 20 février à la salle d'audience.

Le jeune rappeur est accusé « *d'outrage à un officier public dans le cadre de ses fonctions et à un corps constitué* » sur la base d'une vidéo diffusée sur **Youtube**. Dans cette vidéo apparaissent des policiers marocains sur fond d'une chanson de *Lhaqed*. L'un des policiers a une tête d'âne.

La photographie est un photomontage d'un policier entrain d'agresser un activiste du mouvement du 20 février lors d'une manifestation à Rabat.

Ce n'est pas la première fois que des rappeurs s'en prennent à la police, **Bigg** le fait aussi, sauf que, lui, il n'oublie pas de tresser des louanges au régime, quand l'occasion se présente.

Surprise de dernière minute, l'audience de lundi a été marquée par la présence, pour la première fois, d'une observatrice du Conseil national des droits de l'homme (**CNDH**), la boutique humanitaire du Makhzen.

Comme pour dire à l'assistance que si Mouad Belghouat est condamné, il le sera selon les règles de l'art du... Makhzen.

Mardi matin, **RFI**, la radio internationale d'informations, a diffusé un long reportage sur le sujet.

Demain